

LA (RE)CONSTRUCTION D'UNE IDENTITE AUTOCHTONE DANS L'URUGUAY DE L'APRÈS DICTATURE : UN PROCESSUS DE DECOLONISATION ?

A partir d'une ethnographie spécifique, j'aimerais montrer comment, entre questionnements épistémologiques et chocs émotionnels, je découvre et construis peu à peu mon objet d'étude. Tout d'abord je présente brièvement mon thème de recherche, pour me concentrer ensuite sur le déroulement d'une manifestation à la mémoire des populations autochtones disparues, à laquelle j'ai participé lors de mon premier séjour sur le terrain, de mars à mai 2008 en Uruguay.

Etre d'origine uruguayenne ne m'a pas forcément facilité les contacts, mais m'a plutôt confrontée à ma position d'uruguayenne exilée formée en Occident. Effectuer une recherche ethnographique sur un sujet aussi délicat et controversé qu'est l'identité autochtone en Uruguay m'a placée encore plus dans une situation inconfortable autant envers les personnes qui m'ont accueillie, qu'envers ma manière d'aborder le sujet, mes sentiments et mes préjugés oubliés ou passés sous silence.

Formée à l'anthropologie réflexive, mon objectif est de m'interroger sur les conditions et la dimension politique de la construction de la connaissance et du terrain. Par conséquent, au-delà des malaises et des contradictions que je pourrais ressentir par ma position relative «d'insider/outsider», cette recherche me permettra de réfléchir sur les procédures par lesquelles se construit la connaissance en rapport avec le terrain et de rendre compte d'une connaissance située, capable de reconnaître depuis où elle parle.

L'Uruguay : un pays sans Indiens¹ ?

Dans ma recherche, je m'interroge sur l'émergence d'une identité autochtone dans l'Uruguay de l'après dictature. En effet, depuis 1989, des organisations de descendants de Charrúas ont fait leur apparition sur la scène publique et politique. Ce phénomène est particulièrement étonnant dans un pays qui déclare depuis toujours ne pas avoir eu de «problème indien» à résoudre.

Par opposition à la plupart des pays sud-américains, l'Uruguay a toujours été présenté comme l'œuvre exclusive des immigrants européens et de leurs descendants. Les ancêtres reconnus étaient ces «fils des bateaux» et la figure gardienne des traditions, le «gaucho oriental» (Abella 2004).

Ce qui se passe en Uruguay n'est pas un fait isolé dans le continent américain. Des mouvements de revendications autochtones ont toujours existé dans l'ombre. Par contre, ils se sont rassemblés et internationalisés depuis les années 1980 pour exiger une révision du passé afin de rendre visibles les effets toujours actuels de la «colonialité» (Quijano 2007). Le recours à l'identité autochtone est ainsi devenu un outil juridico-politique pour poser certaines revendications et obtenir des reconnaissances diverses. Parallèlement, des chercheur-e-s ont commencé à étudier la réapparition de populations jusqu'à maintenant considérées comme disparues en tant qu'organisation sociale et culturelle, ce qui est le cas des Charrúas (Perez 2001).

En Uruguay, la reconnaissance de l'identité autochtone est un processus encore incertain. Alors que la première Association de descendants de la nation Charrúa (ADENCH) est fondée en 1989, ce n'est qu'en 2005 que l'Etat reconnaît

¹J'emploie ici le terme émique qui fait simultanément référence à un passé colonial et à une identité stigmatisée ou revalorisée.

officiellement ces organisations qui, entre-temps, ont créé une coalition commune afin d'unifier leurs forces : le Conseil de la Nation Charrúa (CONACHA²).

La récente transformation du panorama politique a fortement contribué à ce premier pas vers la reconnaissance. Le nouveau gouvernement progressiste, arrivé en 2004 au pouvoir, a en effet comme volonté de s'insérer davantage dans le contexte continental en intégrant dans l'agenda politique les thématiques communes que sont l'identité nationale plurielle ou la diversité culturelle. Le président Tabare Vazquez a tout de suite accredité les délégués Charrúas au Fonds pour le développement des Peuples indigènes de l'Amérique et des Caraïbes³. Dès lors, la demande de ratification à la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui jusqu'à ce jour est le principal instrument juridique de reconnaissance autochtone contraignant pour les Etats, bien que de faible influence, est une des priorités de CONACHA.

D'origine uruguayenne, j'ai fait une partie de ma scolarité dans une école de Montevideo. Ma vision concorde (ou concordait) avec «l'imaginaire collectif» qui évoque la disparition des Indiens comme le fait qui a permis la construction d'un pays avancé – avec un haut niveau d'instruction, une considérable égalité entre les classes sociales, étranger aux problèmes qui atteignaient d'autres pays d'Amérique du Sud – et où l'absence d'Indiens rendait cette situation possible (Renzo Pi 1998). De ce fait, la question de leur reconnaissance et de leurs droits ne s'était jusqu'ici jamais posée⁴.

Ainsi, la disparition «totale» des Indiens, au moment même de la naissance de l'Etat-nation, serait l'élément qui a fondé le lien social, et le perpétue dans la croyance en une culture nationale homogène urbaine et industrielle, un projet élaboré par le gouvernement batlliste des années 1905. Dans les représentations, il ne restera des Indiens que la figure sacralisée du Charrúa pré-hispanique, symbole de liberté et de fierté.

Ce n'est qu'après la dictature, déclare l'anthropologue Teresa Porzecanski (2005), que la société uruguayenne entame un processus de réflexion concernant son passé. Dès la fin des années 1980, le discours sur l'autochtonie refait surface, mais se transforme. Les sciences sociales et humaines se détournent à ce moment des théories eurocentrées et procèdent à des révisions archéologiques et ethnographiques. Elles proposent de nouveaux modèles explicatifs qui rendent compte de rescapés des massacres, de recherches de lignages de Charrúas, mais également de l'oubli de l'influence guarani. D'après Porzecanski, ces études ont des effets non prévus sur «l'imaginaire social». C'est la formation d'un «discours néo-indigéniste» qui, à la recherche de nouvelles identifications dans le paysage globalisé, conçoit l'«Indien» comme une figure protagoniste d'une nouvelle manière d'être au monde. Les revendications des groupes de descendants de Charrúas contribuent à alimenter le débat.

Qui sont alors ces personnes qui prétendent être apparentées ou descendantes de la Nation Charrúa ? Que signifie être Charrúa dans l'Uruguay contemporain ? Mais surtout qu'est-ce qu'elles disent, réclament, proposent ? C'est avec ces premières questions que je me suis rendue sur le terrain. Mais trouver les

²CONACHA regroupe sept organisations de descendants de Charrúas réparties dans tout le pays. D'autres organisations n'y ont toutefois pas adhéré. Après l'effort accompli pour s'unifier et obtenir la reconnaissance par l'Etat, des conflits internes ont éclaté depuis 2006.

³Organisation dont l'Uruguay a ratifié la Convention en 1999.

⁴Des populations charrúas et guaranis auraient été reconnues comme représentantes des populations originelles, mais avant la création de l'Uruguay en tant qu'Etat-nation. Un territoire du nom d'Aerungua leur aurait été concédé. Des recherches sont en cours.

Charrúas n'a pas été si facile. Intuition, confiance et rencontres fortuites sont les éléments qui m'ont finalement conduite à Salsipuedes, du 11 au 13 avril 2008.

Commémoration du massacre des «derniers» Charruas à Salsipuedes

Salsipuedes⁵ est le nom d'une rivière qui traverse trois départements du centre du pays, Paysandu, Tacuarembó et Paso de los Toros. A la frontière entre les trois, la Laguna del Silencio est le lieu-dit du massacre, dont la reconnaissance en tant que «génocide culturel»⁶ est une des revendications principales de CONACHA.

Invitée par les organisateurs, je prends place dans l'un des deux autocars, soit environ 80 personnes, dont plusieurs membres de la communauté charrúa «Basquade Inchala»⁷ qui habitent dans le quartier populaire de la Teja-Cerro.

Nous partons le 11 avril depuis la capitale de Montevideo. Nous dormons la première nuit à Guichón, accueillis par le groupe Queguay Charrúa de Piñera-Beisso. Ce soir-là, au théâtre, nous assistons à une murga⁸ qui met en scène, de manière extrêmement comique, le massacre des «derniers» Charruas, perpétré par le premier président constitutionnel, le général Fructuoso Rivera, élu par le Congrès le 6 novembre 1830.

Durant la deuxième journée, nous faisons plusieurs arrêts dans des écoles rurales, attendus par des écoliers impatients qui ont préparé les festivités pour la commémoration du 11 avril 1831, date du massacre.

Les membres des deux communautés accompagnent les enfants avec de la musique et des danses charrúas. En plus de l'apport musical, les Charrúas contemporains et leurs sympathisants interprètent des scènes du passé sous forme de tableaux : la chasse, le sorcier, les légendes.

Pour cette rencontre, l'accent est mis sur la transmission d'une histoire passée. En effet, les porte-parole de Basquade expliquent qu'ils ont développé un projet éducatif basé sur une méthode qui, par la médiation des danses, de la musique et des chants, permettrait de retrouver la mémoire inscrite dans les corps et dans la Nature. Leur souhait est de récupérer leur passé pour comprendre ce qui s'est réellement passé, de récupérer leur langue et leur «cosmovision» afin de refaire le lien avec la terre, qui dans leurs représentations signifie qu'un lien généalogique, de filiation, est établi entre les êtres humains et la terre.

Bien que prise au jeu par le réel enthousiasme des enfants et des adultes qui les accompagnent, je ne peux réprimer un malaise, car dans ces représentations musicales et théâtrales, je ne vois tout d'abord que des images naturalisées, stéréotypées, qui font référence à un passé idyllique. En plus, je me sens tiraillée entre la sympathie que j'éprouve envers mes hôtes, le désir de soutenir leurs revendications, et mon statut exogène d'anthropologue. Il me semble que j'expérimente là toute l'ambivalence et l'ambiguïté des recherches concernant l'autochtonie, notion qu'il me faudra clarifier par la suite. Comment en effet, situer ce type de discours qui semble essentialiser, voire raciaiser, une identité culturelle, pour mieux le comprendre et l'analyser ?

D'autant plus que les autochtones eux-mêmes confirment qu'ils se trouvent face à un paradoxe, une sorte de casse-tête impossible à résoudre. Le ministre bolivien délégué par Evo Morales pour soutenir les autochtones uruguayens

⁵ «sors si tu le peux». Le nom est antérieur aux massacres.

⁶ Je traduis ainsi leur expression «genocidio/culturicidio».

⁷ «lève-toi mon frère» en langue charrúa. Eux-mêmes s'auto-définissent comme une «communauté culturelle».

⁸Parodies qui se déroulent normalement pendant le carnaval, dont les paroles reflètent les problématiques sociales et politiques du moment.

l'exprime ainsi : «Aujourd'hui, nous sommes ce que nous ne sommes pas, c'est ce qu'ils ont fait de nous»⁹. Dans ce sens, malgré les discours essentialistes, ils ne conçoivent pas leur passé comme un passé immuable qui devrait être revécu comme tel, mais comme un passé dynamique, qui permet de comprendre, de transformer et de recréer du lien social.

Résistances contre l'oubli du terrorisme d'Etat à Salsipuedes

Le 13 avril les discours officiels se réalisent devant le Memorial Charrúa¹⁰. La dirigeante de Basquade, Monica Michelena, rappelle que cette année 2008 est particulière. En effet, l'organisation des ex-prisonniers politiques (Crysol)¹¹ a coordonné ensemble avec Basquade, le déroulement de cette commémoration dont l'objectif principal est de présenter un continuum entre les massacres des Charrúas¹² et le terrorisme d'Etat qui a ravagé l'Uruguay depuis les années 1960 jusqu'à la fin de la dictature (de 1973 à 1985). Pour cette occasion, ils présentent un projet de loi qui propose, entre autres, d'instituer le 11 avril Jour National de la Mémoire car «la mémoire est une seule, notre mémoire est en nous, dans nos rivières, dans nos pierres» (Michelena 2008).

Les ex-prisonniers et ex-prisonnières expliquent que c'est depuis les cellules des prisons et celles de l'exil, qu'ils ont commencé à méditer sur l'orgueil qu'ils ressentaient depuis toujours d'être différents du reste de l'Amérique latine parce qu'ils n'avaient pas de «problème indien». Cette situation aurait rendu possible l'adhésion à l'idéologie du progrès par un pays déjà «civilisé». Le modèle européen ne leur semble aujourd'hui plus aussi attrayant. De plus, ils affirment que d'avoir ignoré le génocide en tant que tel est un élément qui a orienté le pays vers des solutions violentes. «Nous devons sortir de l'amnésie historique» conclut un membre de Crysol.

Ainsi, l'acte de commémoration de cette année 2008 réunit les participant-e-s autour d'une exigence de mémoire qu'ils revendiquent afin de sortir de l'oubli et de rendre visibles les massacres qui sont à la base de la construction de l'Etat-nation. Violence(s), idéologie nationale et identité autochtone semblent alors indissociables. Elles seraient constitutives de l'Uruguay actuel car elles auraient présidé à sa naissance.

Les discours me font l'effet d'un choc. Tellement absorbée par ma «quête des Charrúas», je remarque soudain que j'ai complètement négligé le contexte socio-politique de l'après dictature. Un contexte qui est celui de la récente découverte de charniers des disparu-e-s de la dictature (décembre 2005), celui des mobilisations contre l'oubli et contre le silence ; mais également celui des combats contre la peur et le mensonge qui ont des effets destructeurs sur la trame psychique et le lien social, en bref sur la construction identitaire.

Du coup, j'observe et j'écoute différemment les personnes qui m'entourent. Par exemple, Gonzalo Abella, chercheur et sympathisant, qui évoque l'effacement des repères culturels causé par la dictature et le corollaire besoin d'un retour aux origines afin de se réappropriier les racines indigènes, tout comme les racines noires et migrantes. Il se demande si cette quête des Charrúas n'est pas au fond une recherche de nous-mêmes. Qui sont les Uruguayen-ne-s ?

⁹Les citations sont traduites par moi.

¹⁰Œuvre artistique en hommage aux Charrúas.

¹¹Organisation qui coordonne la campagne de récolte des signatures pour le référendum de 2009 contre la Loi d'impunité votée par le Parlement en décembre 1986. Un premier référendum a échoué en 1989.

¹²En réalité il y a eu plusieurs massacres durant la période qui a précédé et suivi de près la formation de l'Etat-nation, mais celui de Salsipuedes a été choisi comme symbole, peut être à cause du nom.

Assister à cet acte de commémoration me force ainsi à regarder en face mes propres silences et oublis. Je remarque par ailleurs que mon histoire personnelle se confond avec l'histoire commune des Uruguayen-ne-s. Quelle sera alors ma position en tant qu'anthropologue ? Comment vais-je objectiver cette position particulière d'être simultanément en dehors et en dedans ?

Mener une réflexion sur mes multiples positions subjectives, rendre visibles mon propre discours, ma position et mon point de vue dans la pratique du terrain, revenir sur les étapes de la construction de mon objet à travers l'expérience de la rencontre, des interactions, des dialogues, de mes contradictions (ou malaises) et des relations d'amitié, seront alors mes principes méthodologiques. Sans oublier que le terrain est également marqué par des rapports de pouvoir.

L'autre Salsipuedes : une proposition alternative et utopique

D'autres personnes se rencontrent également à Salsipuedes et ont recours à la figure du Charrúa comme symbole de réconciliation et de résistance. Elles revendiquent l'autochtonie dans le sens de «faire partie de cette terre», pour élaborer une proposition alternative au développement «prédateur». Leur manière de se réapproprier leur passé est de renouer avec des pratiques communautaires en lien avec le travail de la terre. Elles tentent ainsi de redonner vie à un système de réciprocité dans lequel les échanges simultanés d'aliments, de contacts sociaux, de repères culturels et de valeurs spirituelles fondent le lien social et renforcent la cohésion du groupe. Elles le font à travers des rencontres et échanges de graines qui fonctionnent sous la forme du troc. Une banque commune de «graines natives» a alors été construite afin de contrer la dépendance vis-à-vis des multinationales alimentaires.

Ainsi, dans cet espace de réconciliation et de mémoire, j'ai découvert que l'identité charrúa est mobilisée pour réfléchir et agir sur le passé, élément de socialisation des individus et phénomène politique du présent. Cette identité se trouve alors au carrefour d'un questionnement plus large sur les conséquences traumatiques d'un passé chargé de violences qu'elles soient génocidaire, structurelle ou symbolique.

Alors que certain-e-s parlent de «néo-indigénisme» ou «d'ethnogenèse» (Paula, Pedroza 2007) pour expliquer l'apparition de ces «nouveaux» discours et pratiques, je propose d'étudier ce phénomène social de (re)construction d'une identité autochtone comme un processus de décolonisation. Questionner les rapports de domination passés, se tourner vers l'Amérique amérindienne et vers d'«autres» formes de connaissance, démythologiser la relation à la terre, rechercher une nouvelle manière d'être ensemble et d'être au monde, sont, selon moi, des tentatives pour trouver des alternatives à ce que Catherine Walsh (2007) nomme les «sphères de la colonialité – du pouvoir, de la connaissance, de l'être et de la Nature», une manière occidental-andro-centrée de concevoir et de dominer le monde.

Bibliographie

ABELLA Gonzalo
2004. *Hombres gauchos, mujeres gauchas, el cielo de la gaucheria : ensayo*. Montevideo: Betum San ediciones.

QUIJANO Anibal

2007. «'Race' et colonialité du pouvoir». *Mouvements* 51: 111-118.

PAULA Ana et Laura PEDROZA

2007. *Informe final indigenistas*. Montevideo : FHCE.

PEREZ Antonio

2001. «De la entoescatología a la etnogénesis : notas sobre las nuevas identidades étnicas». www.uajen.es/huesped/rae/indice2001.htm consulté le 11/09/2006.

PI HUGARTE Renzo

1998. *Los Indios del Uruguay*. Montevideo: Ed. de la Banda Oriental

PORZECANSKI Teresa. 2005. «Nuevos imaginarios de la identidad uruguaya : neoindigenismo y ejemplaridad», in: Gerardo CAETANO (dir), *20 años de democracia, Uruguay 1985-2005 : miradas multiples*, p. 407-426. Montevideo : Ed. Santillana.

WALSH Catherine

2007. «Son posibles unas ciencias sociales/culturales otras ? reflexiones en torno a las epistemologías decoloniales». *Nomadas* 26: 102-113.

Andrea Olivera est doctorante, en co-direction entre l'IAS de l'Université de Lausanne et l'IHEID à Genève.

Andrea.Olivera@unil.ch

Mots-clés : autochtonie – pensée décoloniale – mémoire(s)